

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRISUD

638 Rue Etienne Lenoir
ZAC KM Delta II
30900 St Cesaïre

Références : -
Code AIOT : 0018100046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement CARRISUD implanté Puech de la Cabanne - Garenne Vallonguette - Combilion 30190 La Rouvière. L'inspection a été annoncée le 17/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à mise en demeure par arrêté préfectoral du 05/03/2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRISUD
- Puech de la Cabanne - Garenne Vallonguette - Combilion 30190 La Rouvière
- Code AIOT : 0018100046

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRISUD exploite une carrière de roche massive calcaire destinée à la production de granulats. Cette activité a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°17-091N du 17 juillet 2017 pour une durée de 25 ans, sur une superficie d'environ 18 ha, pour un tonnage annuel maximal de 400 000 tonnes. Une installation de traitement mobile et une station de transit sont également autorisées sur le périmètre de cette carrière.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des dispositions de l'article 1	AP de Mise en Demeure du 05/03/2025, article 1	Amende, Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté la cote limite de fond de fouille sur la zone d'extraction autorisée par son arrêté préfectoral, en effet sur une surface de 15 000 m² il a atteint la cote 88.33m NGF.

L'arrêté préfectoral d'autorisation stipule à son article 4.4 que le niveau de base d'exploitation fixé à 90 mNGF se tient à 2 m minimum du niveaux des plus hautes eaux (NPHSE) souterraines déterminée à 88mNGF. Des sanctions administratives seront donc appliquées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des dispositions de l'article 1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/03/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, consistance des installations
Prescription contrôlée : La société Carrisud dont le siège social est situé à Puech de la Cabane sur le territoire de la commune de La Rouvière est mise en demeure : Sous un délai de trente jours de respecter les dispositions des articles 1.3.3 et 4.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 et l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé en : <ul style="list-style-type: none">• justifiant du respect du périmètre ICPE autorisé par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 ;• matérialisant sur un plan :<ul style="list-style-type: none">○ la zone d'extraction et sa superficie;○ l'ancien carreau de la carrière ;

- les zones qui ont fait l'objet d'un remblayage jusqu'à la cote 90m NGF ;
- la localisation des zones ayant été remblayées avec des inertes extérieurs ;
- justifiant du respect de la cote limite de fond de fouille de 90mNGF ;

Constats :

- Sur la justification du respect du périmètre ICPE autorisé par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 :

L'exploitant a fourni un plan daté du 20/12/2024 justifiant du respect du périmètre d'autorisation et joint au présent rapport. Le périmètre indiqué est 182 709 m². Il est à considérer conforme à l'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation fixant une superficie de 183 999 m². L'exploitant déclare que le dépassement de périmètre constaté sur les documents présentés lors de l'inspection du 17/12/2024 résulte d'une erreur matérielle du géomètre.

- S'agissant de la matérialisation sur un plan de la zone d'extraction et sa superficie, l'ancien carreau de la carrière :

Le plan fourni par l'exploitant présente une délimitation en pointillé bleu de la zone d'extraction dont la superficie est de 132 218 m² conforme à la superficie de 14ha imposée par l'arrêté précité. L'ancien carreau de la carrière est, selon les dires de l'exploitant, la zone incluse dans le périmètre de la zone d'extraction en dehors de la surface en cours d'exploitation qui est matérialisée en orange.

Après comparaison avec le plan d'ensemble figurant en annexe 23 du dossier d'autorisation d'exploiter déposé en 2016 et jointe au présent rapport, l'ancienne carrière n'incluait pas les 9 carreaux H13, H14, H15, G13, G14, G15, F13, F14, F15. Le plan fourni ne respecte donc pas la prescription.

La mise en demeure ne peut être levée sur le point relatif à la matérialisation de l'ancien carreau de la carrière.

- S'agissant des zones qui ont fait l'objet d'un remblayage jusqu'à la cote 90m NGF :

Le plan fourni par l'exploitant matérialise les zones réaménagées en vert, lesquelles ont bien fait l'objet d'un remblaiement jusqu'à la cote 90m NGF.

- S'agissant de la localisation des zones remblayées avec des inertes extérieurs :

L'exploitant déclare que les seuls matériaux inertes extérieurs réceptionnés étaient ceux issus du chantier du CHU dont l'inspection a pu contrôler la DAP lors de la première visite. Ces matériaux ont été criblés et revendus et n'ont pas fait l'objet d'un remblaiement sur le site.

- Sur la justification du respect de la cote limite de fond de fouille de 90mNGF:

Sur le plan fourni par l'exploitant, au droit de la zone en cours d'extraction matérialisée en orange, la cote atteinte est de 88.65 mNGF à l'emplacement F12 sur le plan.

Par ailleurs, en comparaison avec le plan d'ensemble 1/1000 figurant en annexe 23 de la demande d'autorisation déposée en 2016 et visé à l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant a exploité sur les 9 carreaux H13, H14, H15 G13 G14 G15 F13 F14 F15, au delà de la cote limite de fond de fouille, la cote la plus basse étant 88,33m NGF. Cette zone est actuellement en cours de réaménagement excepté les carreaux G13 et F13.

La mise en demeure ne peut être levée pour ce point.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procéder au remblaiement des carreaux illégalement exploités jusqu'à la cote de 90 m NGF dans un délai de 3 mois et, • de fournir à l'inspection, un plan à jour réalisé par un géomètre expert.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende, Astreinte
Proposition de délais : 3 mois